



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Parçay-Meslay, le

28 MAI 2014

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire et
des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société Hutchinson à Joué-lès-Tours
Rejets atmosphériques de perchloroéthylène

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

1) Objet du rapport

Le deuxième Plan National Santé Environnement prévoyait la réduction de 30 % des émissions de 6 substances ou familles de substances toxiques dans l'environnement d'ici le 31 décembre 2013. Le perchloroéthylène, qui est utilisé et rejeté dans l'atmosphère par la société Hutchinson à Joué-lès-Tours, fait partie des familles de substances concernées par ce plan. Il est par ailleurs classé cancérigène probable pour l'homme par le Centre International de Recherche sur le Cancer (groupe 2A) et présente la mention de danger H351 – Susceptible de provoquer le cancer.

Compte tenu de ces éléments et du fait de l'implantation de la société Hutchinson en zone urbanisée, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'Indre et Loire un arrêté préfectoral complémentaire visant à renforcer les prescriptions applicables à la société Hutchinson en matière de prévention et de réduction des rejets de perchloroéthylène à l'atmosphère.

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 les Ailes
37210 Parçay-Meslay
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



2) Présentation de l'établissement

Le site Hutchinson de Joué-lès-Tours est spécialisé dans deux secteurs d'activité :

- la fabrication de courroies de transmission pour l'industrie automobile et l'électroménager,
- la fabrication de tuyaux pour le transfert de fluides industriels.

Les installations ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral n°17937 du 11 juillet 2006, mis à jour par arrêté complémentaire n°19157 du 30 janvier 2012, autorisant la société Hutchinson à poursuivre l'exploitation de ses installations situées rue des Martyrs à Joué-lès-Tours. Les principales activités exercées sur ce site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- rubrique N°2660.1 : fabrication de polymères, la capacité de production autorisée étant de 29 t/j ;
- rubrique N°2661.1.a : transformation de polymères par procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression - la quantité autorisée de matière susceptible d'être traitée étant de 34 t/j ;
- rubrique N°2661.2.a : transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique - la quantité autorisée de matière susceptible d'être traitée étant de 35,8 t/j.

3) Rejets atmosphériques de perchloroéthylène

Les rejets atmosphériques de perchloroéthylène proviennent de l'activité transmission.

Lors de la fabrication des courroies, une étape de dissolution (mise en solution du caoutchouc à l'aide de perchloroéthylène) est réalisée pour assurer l'adhésion entre les couches de caoutchouc et les câblés.

Pour la surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, l'exploitant a choisi de suivre le ratio de COV totaux en g/kg de gomme produite, conformément à l'article 3.2.5.5 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2012. En parallèle, il effectue tous les trois ans une mesure des émissions ; la dernière campagne datant des 13 et 14 mars 2012.

Il est à noter que la valeur limite d'émission pour le perchloroéthylène, à savoir 20 mg/Nm³, a été dépassée lors de cette campagne pour 7 des 8 équipements analysés, la concentration minimale étant de 14.5 mg/Nm³, celle maximale de 167.9 mg/Nm³.

Le poste de dégraissage tendeurs (hors procédé de fabrication des courroies), pour lequel le dépassement de la valeur limite d'émission était le plus important (167.9 mg/Nm³), a été définitivement arrêté le 17 février 2014.

a) Evaluation des risques sanitaires

Dans le cadre du deuxième Plan National Santé Environnement, il a été prescrit à l'exploitant, à l'article 3.2.5.5 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2012, la mise à jour de l'étude des risques sanitaires du site.

Une première version de l'étude des risques sanitaires mise à jour a été adressée au Préfet d'Indre-et-Loire par courrier du 28 septembre 2012. Les émissions atmosphériques de perchloroéthylène prises en compte dans l'étude sont basées sur les résultats de la campagne de prélèvements des 13 et 14 mars 2012.

Suite aux demandes de compléments formulées par le Préfet par courrier du 22 mars 2013, l'exploitant a adressé aux services de la préfecture une nouvelle version de l'étude par courrier du 7 juin 2013.

Suite aux échanges directs avec l'inspection et questions soulevées, l'exploitant a transmis une version modifiée à l'inspection par message électronique du 2 septembre 2013.

L'étude conclut à des risques sanitaires acceptables au regard des valeurs recommandées par les autorités sanitaires : la somme de tous les IR (Indice de Risque) (pour les effets avec seuil) est inférieure à 1 et la somme de tous les ERI (Excès de Risque Individuel) est inférieure à 10^{-5} .

Par courrier du 5 mars 2014, l'Agence Régionale de Santé de la Région Centre a émis un avis favorable sur cette étude, en recommandant la mise en place d'une démarche de réduction des émissions de perchloroéthylène ou de substitution par un composé moins dangereux.

b) Substitution du perchloroéthylène

En parallèle de la mise à jour de l'étude des risques sanitaires du site, il a été prescrit à l'exploitant, à l'article 3.2.5.5 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2012, la remise d'une étude technico-économique devant permettre d'apprécier les modalités de remplacement du perchloroéthylène par des substances ou des préparations moins nocives.

L'étude technico-économique sur l'utilisation du perchloroéthylène a été remise à l'inspection lors de sa visite de contrôle du 16 juillet 2012.

Deux alternatives à l'utilisation du perchloroéthylène lors de la fabrication des courroies sont étudiées et mises en œuvre par l'exploitant :

- la cémentation, qui consiste à déposer puis sécher en aval du procédé de fabrication du câblé, une dissolution de caoutchouc. Par conséquent, les câblés sont pré-enduits et ne nécessitent plus l'emploi de solvants lors des opérations de confection. Cette opération est réalisée par le fabricant de câblé qui dispose d'une installation complète de captation et de traitement des COV,
- le gainage, qui consiste à extruder un mélange caoutchouc autour d'un câblé. Le cisaillement mécanique opéré sur le caoutchouc lui confère un collant de confection permettant de supprimer l'usage de tout solvant en confection.

Le dernier état d'avancement des projets « cémentation » et « gainage » a été présenté à l'inspection le 18 mars 2014 (tableau « Bilan et perspectives de substitution en fonction des structures »). Il indique :

- Situation 2013 : substitution de 60 % du perchloroéthylène utilisé (contre 80 % annoncé en perspectives dans l'étude technico-économique susvisée),
- Perspectives 2014 : substitution de 64 % du perchloroéthylène utilisé (contre 98 % annoncé en perspectives dans l'étude technico-économique).

Le projet de prescriptions acte le taux de substitution de 64 % du perchloroéthylène utilisé à l'échéance du 31 décembre 2014.

Il est à noter qu'à terme, les perspectives de substitution du perchloroéthylène utilisé sont finalement très inférieures à celles présentées à l'inspection dans l'étude technico-économique de juillet 2012.

c) Emissions restantes

Concernant l'utilisation pérenne de 36 % du perchloroéthylène utilisé, l'exploitant doit faire appel aux meilleures techniques disponibles (MTD) à un coût économiquement acceptable pour respecter la valeur limite d'émission de 20 mg/m^3 .

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint prévoit la réalisation d'une étude technico-économique dans un délai de 6 mois, présentant :

- une synthèse des moyens de prévention et de réduction des émissions de perchloroéthylène mis en œuvre actuellement sur le site ou envisagés pour respecter la valeur limite d'émission de 20 mg/m^3 et la situation de ces moyens par

- rapport aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable,
- les travaux nécessaires pour mettre en conformité ces moyens avec les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et les coûts y afférant,
- l'échéancier de réalisation des travaux.

Les travaux devront être engagés dans un délai n'excédant pas 12 mois à compter de la date de signature de l'arrêté.

Pour rappel, le site ne dispose pas à ce jour d'installations de traitement des COV.

d) Compatibilité des milieux par rapport aux usages

La circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation rappelle que : « L'outil d'interprétation de l'état des milieux (IEM), dont vous trouverez un rappel méthodologique en annexe, se base sur des mesures dans l'environnement du site et peut apporter des informations complémentaires à l'ERS. Il permet d'évaluer la compatibilité de l'état des milieux (air, eau, sol) autour de l'installation avec les usages constatés (zone résidentielle, culture, baignade, pisciculture, ...). (...) Pour une installation existante, il permet d'évaluer l'impact des émissions passées et présentes sur les milieux. Les résultats de l'IEM permettent ainsi d'orienter l'évaluation et la gestion des risques autour de l'installation. »

Aussi, le projet de prescriptions prévoit la réalisation de mesures dans les différents milieux de rejets et d'expositions en vue de caractériser la dégradation éventuelle des milieux générée notamment par les sources de pollution en perchloroéthylène du site.

Cette surveillance peut prendre plusieurs formes : surveillance dans l'air ambiant (concentrations dans l'air et/ou retombées atmosphériques, bio-accumulateurs), surveillance des eaux souterraines ou de surface, prélèvement de sédiments, de sols ou de végétaux, utilisation de bio-accumulateurs.

Le projet de prescriptions prévoit le recours à une démarche de type « Interprétation de l'Etat des Milieux » basée autour d'un schéma conceptuel qui relie les sources de pollution aux compartiments susceptibles d'être impactés puis aux populations (concept « source – vecteur – cible »). Cette étape est fondamentale dans la mesure où elle permet de gérer le risque selon l'usage.

Les résultats de ces investigations permettront à l'exploitant de transmettre au Préfet, dans un délai de 6 mois ses propositions en termes de surveillance renforcée des émissions de perchloroéthylène (aux points de rejets en toiture et dans l'environnement autour du site) et ses engagements en termes de valeurs limites d'émissions (concentrations, flux annuels, flux spécifiques, ratio-cibles, etc...).

4) Evolution de la situation administrative

Le projet de prescriptions acte également la nouvelle situation administrative de l'établissement.

Rubrique 1175 :

Suite à la demande de l'inspection, la société Hutchinson a, par courrier du 24 janvier 2014, sollicité auprès de la Préfecture une mise à jour administrative concernant les activités d'emploi et de stockage de perchloroéthylène.

Les capacités de stockage déclarées sont les suivantes :

- 1 cuve de 3 000 litres de perchloroéthylène (soit 4,680 t),
- 2 malaxeurs à dissolution (soit une capacité de 0,66 t),

- 1 stock de dissolution (soit 0,66 t).

La quantité totale de perchloroéthylène et de préparation à base de perchloroéthylène susceptible d'être stockée sur le site est donc de 6 tonnes.

Pour ces activités, le tableau des rubriques de la nomenclature ICPE évolue donc de la manière suivante :

| Situation administrative antérieure | Situation administrative actuelle |
|--|--|
| <p>Référence : Arrêté complémentaire n°19157 du 30 janvier 2012</p> <p>Rub. 1175-2 : Organohalogénés (emploi ou stockage de liquides) pour la mise en solution, l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et des substances ou mélanges classés dans une rubrique comportant un seuil AS. La quantité de liquides organohalogénés susceptible d'être présente étant supérieure à 200 litres, mais inférieure ou égale à 1500 litres : 900 l (3 malaxeurs de 300 l) – Déclaration.</p> | <p>Rub. 1175-2 : Organohalogénés (emploi ou stockage de liquides) pour la mise en solution, l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et des substances ou mélanges classés dans une rubrique comportant un seuil AS. La quantité de liquides organohalogénés susceptible d'être présente étant supérieure à 1500 litres : 3 900 l (1 cuve de 3 000 l + 2 malaxeurs de 300 l + 1 stock de dissolution de 300 l) – Autorisation.</p> |

A noter qu'au moment de l'instruction du dossier de demande d'autorisation ayant conduit à l'arrêté du 11 juillet 2006, la rubrique 1175 ne visait que l'emploi de liquides halogénés. La modification de la rubrique 1175 de la nomenclature des installations classées par le décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 (intégration du stockage de liquides halogénés en plus de leur emploi) n'avait pas été intégrée à l'arrêté complémentaire n°19157 du 30 janvier 2012.

Rubrique 2921 :

En application des articles L 513-1 et R 513-1 du code de l'environnement, la société Hutchinson a notifié au Préfet le 25 février 2014 l'existence de ses installations de Joué-les-Tours suivant la rubrique 2921 : Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW : 19 625 kW – Enregistrement.

Cette démarche fait suite à la modification du 14 décembre 2013 de la nomenclature des installations classées modifiant la rubrique n°2921.

A noter que pour chaque installation du site relevant de la rubrique n°2921, on applique l'arrêté ministériel associé au classement du site, quelle que soit la puissance de l'installation. En particulier les mesures de légionelles sont réalisées mensuellement et pour chaque circuit de refroidissement.

L'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable au site d'Hutchinson) est entré en vigueur le 01 janvier 2014.

Rubriques 2661, 2910 et 1185 :

Les modifications de la nomenclature des installations classées relatives aux rubriques 2661 (introduites par le décret n° 2013-1301 du 27/12/13), 2910 (introduites par le décret n° 2013-814 du 11/09/13) et 1185 (introduites par le décret n° 2012-1304 du 26/11/2012) sont prises en compte dans le projet de prescriptions.

5) Avis et propositions de l'inspection des installations classées

Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, de prendre en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement un arrêté préfectoral complémentaire visant à renforcer les prescriptions applicables à la société Hutchinson en matière de prévention et de réduction des rejets de perchloroéthylène à l'atmosphère, à savoir :

- le respect des échéances de substitution du perchloroéthylène,
- la mise en place des MTD pour les émissions restantes de perchloroéthylène,
- l'évaluation de la compatibilité de l'état des milieux autour de l'installation avec les usages constatés,
- la proposition d'un plan de surveillance renforcé des effets des émissions de perchloroéthylène sur l'environnement du site.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.